



HORS-SÉRIE SPÉCIAL BOYCOTT DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DU 25 MAI 2014

www.initiative-communiste.fr

Boycotter, délégitimer, l'euro-dictature !

De plus en plus, l'an 2014 exhale une odeur sinistre d'années trente avec son cortège d'euro-austérité piloté par Berlin, de fascisation et d'anticommunisme galopants à l'est, de marche à la guerre impérialiste sur les marches orientales de l'U.E. atlantique.

En France, pressé par le M.E.D.E.F. et A. Merkel, Hollande strangule les services publics, la Sécu, les pensions et les salaires au profit du C.A.C.-40 : c'est le « pacte de responsabilité ».

A l'appel de Gattaz, qui exige la « suppression des communes et des départements », Valls veut découper la République une et indivisible au profit de l'Europe fédérale des régions. Dans notre dos, le pouvoir précipite les négociations sur le Pacte transatlantique qui donnerait le coup de grâce au produire en France et à la langue française, déjà très ébranlée par le tout-anglais impérial.

En Syrie, en Ukraine, derrière des phrases hypocrites sur les droits de l'homme, le petit faucon Fabius soutient, tantôt des « libérateurs » djihadistes, tantôt de francs nazis – désormais au pouvoir à Kiev avec le soutien de l'U.E. – dans le but d'encercler et de provoquer la Russie. Où tous ces va-t-en-guerre s'arrêteront-ils ?

Mais les résistances existent.

En France, la bataille politique pour le boycott des élections européennes gagne en ampleur. Le PRCF mène sa propre campagne pour délégitimer cette dictature, quitte à déplaire

à la fois aux menteurs de l'Europe sociale et aux faux patriotes lepénistes, qui rêvent de parader au parlement supranational. La campagne, plurielle et unitaire, du Comité national pour la résistance républicaine à l'UE rencontre un large écho. De nouvelles forces se réclamant de la gauche ont récemment appelé à boycotter cette élection-postiche. Des P.C. d'Europe appellent ensemble au boycott.

En Ukraine, le PC ukrainien interdit par les nazis et les populations ouvrières de l'Est affrontent les fascistes de Pravy Sektor et lèvent haut le drapeau rouge frappé des outils ouvriers et paysans.

En France, un nombre grandissant de syndicalistes appellent au « tous ensemble et en même temps » contre le Pacte Merkel-Valls-MEDEF sans se contenter des pleurnicheries de la C.E.S.

Oui, en France, en Europe et dans le monde, les forces existent pour stopper net le 4ème Reich euro-atlantique piloté par l'Axe Washington-Berlin en mal de « besoin d'aire », comme dirait le M.E.D.E.F., pour virer le pacte Merkel-Valls-MEDEF, pour stopper la marche à l'euro-fascisation et à la guerre.

En ce 70ème anniversaire du CNR et de la victoire des peuples sur Hitler, militons ensemble, sous les plis du drapeau rouge et du drapeau tricolore, pour sortir à temps la France des broyeurs mortels de l'U.E., de l'euro, de l'O.T.A.N.... et du capitalisme !

Georges Gastaud, secrétaire national du P.R.C.F.

Appel National pour le Boycott de l'élection européenne – CNR-RUE



Les signataires de cet Appel créent le Comité national de résistance républicaine à l'Union européenne (CNR-RUE) et s'engagent, en France, dans une campagne de boycott militant de l'élection des représentants de la France au parlement européen, le 25 mai 2014. Ils invitent à la création de comités similaires dans les départements et localités.

L'Union européenne (U.E.) et sa monnaie unique martyrisent les peuples sous le talon de fer de l'austérité à perpétuité. Le 25 mai 2014, cette politique et ce système devront être sanctionnés. Le meilleur moyen sera de délégitimer l'U.E., l'euro, les traités, la Commission, la Banque centrale européenne et le parlement européen par une abstention massive, une véritable grève du vote.

Le devoir de tout citoyen, lorsqu'une élection est organisée démocratiquement, et que son résultat peut avoir un effet politique sur les institutions, est d'utiliser son droit de vote conquis de haute lutte. Ce n'est pas le cas de l'élection au parlement européen.

1.- C'est le principe même de l'élection à un parlement européen qui doit être récusé. Un parlement, à l'échelle européenne, n'a pas lieu d'être car il n'existe aucun peuple européen susceptible, au moyen d'un Etat européen, de se former en communauté politique à l'échelle du continent et d'exercer sa souveraineté. Si tel était le cas, les pouvoirs de ce parlement européen s'exerceraient nécessairement au détriment des pouvoirs des parlements nationaux.

2.- Le vote du 25 mai 2014 sera totalement stérile puisque le parlement européen n'a pas les

pouvoirs de faire évoluer l'Union européenne. Il ne possède aucune des prérogatives d'un vrai parlement : il ne peut pas changer les traités qui fondent l'U.E., ne peut pas voter l'impôt, n'a pas l'initiative des lois... En outre, que les libéraux, les sociaux-démocrates européens, les Verts, le Parti de la gauche européenne gagnent des sièges, cela ne changera rien aux orientations politiques puisque l'eurodroite et la social-démocratie pilotent ensemble les travaux parlementaires.

3.- Le boycott des élections européennes servira aussi à dénoncer le double jeu politique du Front national. Ce dernier, en effet, d'un côté prétend vouloir sortir de l'euro et de l'Union européenne, et d'un autre côté veut entrer dans le système – dans lequel il est déjà entré par la présence de madame Le Pen, députée européen – pour se gouverner comme les autres. Il cautionne ainsi et profite lui-même de ces institutions qui lui garantissent à la fois des revenus substantiels, et son rôle de verrou du système politique. On comprend pourquoi, car en réalité le FN ne veut pas sortir unilatéralement la France de l'U.E. et de l'euro. La prétendue « sortie concertée et progressive » de l'euro prônée par Mme Le Pen perd toute portée pratique quand on sait que le FN la subordonne très officiellement au feu vert de l'Allemagne.

4.- L'élection au parlement européen n'est qu'une farce électorale. Elle n'a d'autre but que de simuler un acte démocratique et légitimer ainsi tout le système de l'U.E. C'est un devoir citoyen de voter quand le suffrage sert à la souveraineté du peuple, c'est aussi un devoir civique de refuser de voter quand le suffrage vise à détruire la souveraineté nationale et populaire. D'ailleurs, comment se faire prendre deux fois au même piège ? En refusant

de tenir compte du « non » français du 29 mai 2005 au traité constitutionnel européen, le système a démontré son caractère tyrannique et dictatorial. Aucune élection juste n'y est possible.

Face à cette entreprise d'effacement national et de régression sociale, aucune des grandes forces politiques françaises en lice lors des prochaines élections européennes ne porte de projet alternatif et progressiste. Certaines de ces forces annoncent leur participation à ces élections pour faire parler d'elles. D'autres, espérant obtenir quelques élus, veulent faire du parlement européen une caisse de résonance à leurs revendications. Ce ne sont qu'illusions et diversions. Illusions, car les grands médias ignorent les petites listes, tandis que l'absence de couverture médiatique des débats de ce parlement d'opérette interdit de donner le moindre écho aux mouvements euro-critiques. Diversions, car en participant à ce simulacre électoral, ces forces politiques cautionnent le système européen qu'elles prétendent dénoncer par ailleurs.

Seuls les citoyens qui se seront abstenus auront clairement délégitimé l'U.E. Leur acte sera un coup de tonnerre politique ôtant toute crédibilité à l'Union européenne, la ridiculisant et ouvrant un espace sans précédent aux luttes populaires. Le véritable enjeu de cette mascarade électorale sera donc l'abstention citoyenne.

Le 25 mai 2014,

**Le meilleur choix pour manifester son mécontentement à l'égard de l'U.E. sera de boycotter activement l'élection européenne !
Signez sur le site www.cnr-rue.fr**

Fondateurs du comité national de résistance républicaine à l'Union européenne

AMIEL DE MENARD Gilles, Technicien du son, porte-parole du M'PEP, 07

ARNOULD Anne-Marie, Ancienne salariée des ASSEDIC, 54

BELORGEY Gérard, ENA 1961, préfet honoraire, ancien dirigeant de sociétés, ex enseignant, et auteur de sciences politiques, 75

BENOIT Marie-Lou, Responsable mutualiste et militante syndicale, 74

BERTRAND Jean-Louis, Animateur Poxel, 20

CALVARY Jean, Syndicaliste cheminot, Rouge Vif Ile-de-France, 75

CHAUMONT Bernadette, Animatrice de restaurant coopératif, 89

CHAZAL Bruno, Secrétaire national des Clubs « Penser la France », 75

COLLIN Denis, Philosophe, universitaire, 27

CORDIER Gérard, Chrétien progressiste, 59

COTTA Jacques, Journaliste réalisateur de documentaires, 75

DA SILVA Didier, Co-fondateur de chrétiensdegauche.com

DANGLOT Jean-Claude, Ancien sénateur, ex-secrétaire de la fédération du PCF du Pas-de-Calais, 62

DEJOURS Jean-François, Syndicaliste enseignant, professeur de philosophie, 62

DELBOS Thierry, Gaulliste, président du Cercle des patriotes optimistes, 63

DESSENNE Michèle, Responsable de projet, porte-parole du M'PEP, 93

DJAMENT Aurélien, Mathématicien, syndicaliste au CNRS, 44

DRWESKI Bruno, Maître de conférences en sciences politiques

FALSE Alex, Responsable de l'Union des syndicats de Monaco, 06

FAVIER Raphael, Docteur es-sciences, 35

FENAYON Michel, X 1963, ancien dirigeant d'entreprises, 71

FLAMENT Vincent, Rédacteur en chef d'Initiative communiste, 59

GASTAUD Georges, Secrétaire national du PRCF, philosophe, 62

HEMMEN Jean-Pierre, Directeur de la revue Etincelles, 80

KARNOUOH Claude, Chercheur CNRS,

rédacteur en chef de La Pensée Libre

LACROIX-RIZ Annie, Professeure émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris-VII, 78

LANDINI Léon, Ancien officier FTP-MOI, officier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, Grand Mutilé de Guerre, président du PRCF, 92

MACIA Éric, Ancien membre du CC du PCF, ancien maire-adjoint de Montpellier, 34

MANESSIS Antoine, Responsable national du PRCF aux relations intérieures, 38

MARCAILLOU-MARTIN Claire, Chercheuse à l'IFREMER, 44

MATEU-CASADO Annette, Dirigeante du PRCF, 66

MOUSSOUR Florent, Agriculteur, responsable section jeune M'PEP, 19

NIKONOFF Jacques, ENA 1986, professeur associé Université Paris 8, porte-parole du M'PEP, 75

NOIZET Pasquale, Réalisatrice, 75

PAGE Jean-Pierre, Ancien responsable international de la CGT, ex-membre du CC du PCF

PASCAL Jean-Michel, Syndicaliste CGT, 75

PERSICHINI Anna, Responsable CGT IBM, 06

PEUCH Pierre, Cadre retraité, ex-élu CGT des

personnels au Conseil d'administration de France Télécom, 19

PONS Lucien, Animateur du Nouveau CNR de Nice, 06

PRANCHERE Pierre, Ancien résistant dès l'âge de 15 ans, député honoraire, 19

PUJO Jean-Luc, Président des Clubs « Penser la France », 75

PUJO Viviane, Secrétaire nationale des Clubs « Penser la France », 31

QUESTIAUX Gilles, Enseignant, PCF Paris, 75
QUINET Michel, Secrétaire général du M'PEP, 29

ROUILLE Véronique, Cadre, 14

SILVAIN Roger, Syndicaliste CGT Renault, président du Front syndical de classe, 92

SIROT Stéphane, Historien du syndicalisme, 59

TOSEL André, Professeur émérite de philosophie à l'université de Nice Sofia, 06

TOURNE Claude-Émile, Médecin obstétricien, 66

TZOURIO Mandana, Etudiante, responsable de la section jeunes du M'PEP, 33

VASSALLO Laurent, Secrétaire national des Clubs « Penser la France », 34

VOSSOT Josette, Responsable des Clubs « Penser la France », 21

ZERAI Hédi, Etudiant, responsable national des Clubs « Penser la France », 93



Abonnez-vous à ÉtincelleS !

Bulletin d'abonnement à ÉtincelleS, la revue théorique du PRCF

- 1 numéro : 6,50 €
- 1 an - 4 numéros : 224 € (16 € chômeurs / étudiants)
- Abonnement de soutien : 24 € + somme de votre choix

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. :

Courriel :

Signature :

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal : BP 30111 - 62802 LIÉVIN Cedex

Déclaration commune du Parti des Travailleurs de Hongrie et du Pôle de Renaissance Communiste en France



Ensemble, nous appelons à
l'abstention citoyenne de classe
et de masse aux « élections
européennes » du 25 mai 2014 !

8 MAI 2014



Le Parti des Travailleurs
de Hongrie et le Pôle de
Renaissance Communiste en
France ne participeront pas aux
élections européennes 2014.

Nous sommes contre l'Union
européenne, contre l'euro et contre
l'OTAN car ces organisations ont
pour seul but le service du grand
capital, de détruire les conquêtes
ouvrières et démocratiques, de
semmer le chômage, la vie chère,
la misère et la guerre comme

les événements d'Ukraine le
démontrent :
nous exprimons ici notre solidarité
avec les communistes et le peuple
d'Ukraine agressés par les bandes
fascistes qui sèment la terreur sous
le parapluie d' l'UE.

L'UE, l'euro, nos peuples doivent en
sortir ! Seule l'oligarchie capitaliste
trouve intérêt à l'euro et l'UE.

Aussi le PTH et le PRCF ont conclu
que la délégitimation de cette
mascarade, de ce théâtre d'ombres
passe pour nos deux pays par une
abstention massive, un boycott des
européennes.

Pour la défense des intérêts
populaires !

Pour la défense de la souveraineté
nationale de nos pays!

CC du PTH et CC du PRCF



Abonnez-vous à Initiative Communiste !

Bulletin d'abonnement à Initiative Communiste, journal mensuel du PRCF

- Offre découverte : 3 mois GRATUITS sans aucune obligation d'achat !!!
- 1 an : 22 € (18 € chômeurs / étudiants)
- 6 mois : 12 € (10 € chômeurs / étudiants)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. :

Courriel :

Signature :

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal : BP 30111 - 62802 LIÉVIN Cedex

Pacte de responsabilité un marché de dupes : la démonstration mathématique que l'on vous prend pour des idiots !



Ça y est François Rebsamen nouveau ministre du Travail de François Hollande vient d'annoncer le nombre d'emplois qu'il escompte créer avec le pacte de responsabilité, vous savez ce marché conclu entre François Hollande et le MEDEF soit disant pour faire baisser le chômage et « améliorer la compétitivité » de la France.

Un peu de décodage pour parler clair, regardons le principe de ce pacte

Le principe est celui d'un marché de dupe : le patronat demande à ce que les cotisations sociales patronales soient diminuées, pour faire baisser en langage médiatique « le cout du travail ». Pour parler clair, il s'agit donc que votre patron diminue votre salaire puisqu'il versera

à ces deux dernières possibilité Gattaz se marre de tant de naïveté). Bref, les patrons vous disent, la baisse des salaires permettra de vendre plus car les prix seront plus compétitifs, et donc peut être d'embaucher un peu.... En gros croyez les sur paroles, ayez confiance, donnez leur toute la farine, ils vous feront suer sang et eau pour faire un gros gâteau, ils se le partageront et peut être que vous pourrez manger quelques miettes si elles tombent de la table.

Revenons plus en détail sur cette partie du raisonnement, car il n'y a là aucune évidence que baisser les salaires permette de relancer l'activité puis de créer des emplois.

d'abord, il convient d'insister sur le fait qu'il n'y a aucune raison pour que la baisse des salaires soit répercutée en baisse des prix. Le plus probable, à l'image de ce qu'à toujours fait le patronat chacun peu avoir en tête les baisse de TVA dans la restauration ou les aides dans le BTP, est que les entreprises en profite pour augmenter leurs marges, marge qui servira à remplir les poches des actionnaires et du patronat.... Et hop direct dans la popoche de m'sieurs Gattaz, Bouygues, Arnould,

pas en réclamant à corps et à cris cette diminution drastique des salaires. D'autre part, la baisse des prix n'est pas suffisante pour nécessairement déclencher plus d'achat. Cela dépend de « l'élasticité prix » des biens et services vendus, qui fait que le prix n'est parfois qu'un paramètre mineur en particuliers lorsque l'on parle de technologies de pointe, de services très qualifiés etc. Surtout, pour tous les biens et services adressés aux marchés français, dans la mesure où la baisse des salaires aura considérablement réduit le pouvoir d'achat des travailleurs il n'y aura plus d'acheteurs...Le CICE par exemple, c'est une diminution de 1250 € de salaire pour chaque actif. Dans ces conditions, même en prenant les hypothèses les plus pessimistes sur la part de la valeurs d'une voiture liés à la rémunération des travailleur qui évalue la baisse du prix d'une voiture à 6% si on diminue les salaires de 10% (d'autre sources parlent elles de 1%), un rapide calcul montre que pour une voiture à 15 000€ la baisse de prix est de 900€ (respectivement 150 €) soit nettement moins que la perte de pouvoir d'achat du travailleurs d'autant que le CICE ce n'est pas une baisse des salaires de 10%....

Enfin, rien ne garantie – quand bien même les entreprises vendraient plus – que celles ci embauchent. Elles peuvent tout simplement faire trimer plus vite et fort leurs salariés par le chantage à l'emploi qu'elles savent et peuvent si facilement employer depuis l'ANI, vous savez ce moyen de prendre en otage les travailleurs pour qu'ils acceptent de réduire leur salaire, de travailler plus etc. que l'on doit à ce cher, très cher gouvernement PS..... Travailler plus pour gagner moins quoi.

Rappelons que cela fait des décennies que l'on accorde des exonérations de cotisations sociales en tout genre au patronat, ce qui n'a eu pour effet que de favoriser le recours aux bas salaires. Dans le même temps le chômage a explosé tout comme les déficits des comptes de la Sécu et des caisses de retraites... logique. A tel point que les gouvernements du Parti Maastrichien Unique ont diminué vos retraites, retardés l'age de départ en augmentant le nombre d'années de cotisation, et sabré dans les remboursements des soins médicaux.

Le principe du pacte de responsabilité un marché de dupes

moins d'argent en échange de votre travail pour la sécurité sociale etc.... c'est à dire pour cette partie de votre salaire qui est mutualisé et redistribué à chacun selon ses besoins (sous formes d'allocations familiales, de remboursements de soins, etc.). Cet argent économisé par les patrons sur votre dos leur permettra éventuellement de rémunérer les actionnaires d'augmenter leurs propres salaires bonus et autre parachutes dorés et d'aller planquer le magot dans les paradis fiscaux, de financer la délocalisation des usines, ou éventuellement d'investir ou de baisser les prix (rien que de penser

Lagardères et cie. Elle est pas belle la vie? Ensuite en admettant – hypothèse improbable – que les entreprises répercutent intégralement la baisse du cout de production liée à la baisse des salaires, rien ne garantie que de façon systématique cela permette d'accroître les ventes. D'une part, la part des salaires peut être très marginale dans le prix. Par exemple très loin devant le handicap monétaire lié à l'euro très fort... Et dans ce cas si l'on veut doper nos exportations pour rétablir notre balance du commerce extérieur, c'est sortir de l'Euro qu'il faudrait. D'ailleurs la BCE ne s'en cache



Bref l'expérience démontre que c'est un marché de dupe. Mais si on se penche précisément sur les chiffres alors là, il apparait que l'on prend carrément les travailleurs pour des idiots.

la démonstration mathématique que l'on vous prend pour des idiots

Hollande moi président des patrons 190 000 emplois créés grâce aux 10 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales patronales annuelles fanfaronne Rebsamen. S'ils le sont car chacun doit se souvenir que les organisations patronales ont déjà dit qu'elle ne s'engageraient qu'à une seule chose : prendre les milliards.

300 000 emplois en échange des 20 milliards d'euros de cadeau annuel fait à ces mêmes patrons dans le cadre du CICE, c'est exactement ce que promet le ministre.

Point besoin d'avoir fait l'X HEC ou l'ENA pour se livrer au calcul du coût mensuel de ces emplois. Savoir faire une simple règle de trois, manier l'art compliqué de la division et de la multiplications permet de démasquer les soit disant experts mais vrais chiens de gardent médiatiques qui squattent les plateaux de télévision (Mais

qu'on les expulse que diable !).

$10\,000\,000\,000\text{ €} / (190\,000\text{ emplois} \times 12\text{ mois}) = 4\,285,96\text{ €}$ mensuel pour l'accord Hollande- MEDEF visant à réduire les salaires et satisfaire aux injonctions de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la Commission Européenne.

$20\,000\,000\,000\text{ €} / (300\,000\text{ emplois} \times 12\text{ mois}) = 5\,555,55\text{ €}$ pour le CICE

A ce prix là, on pourrait espérer que les emplois espérés mais absolument pas garantis ne soient pas rémunérés au smic mais à des salaires décents ! Ce n'est pas le cas puisque ces allègements de cotisations sociale vise de l'aveux même du gouvernement à 90% des emplois rémunérés jusqu'à 1,35 SMIC....

Pour donner une base de comparaison, en 2011 la masse salariale du Ministère de l'Éducation Nationale était de 49,9 M€ pour un effectif de 953 356 emplois (équivalent temps plein sources), dont il convient de le souligner 800 000 professeurs qui sont des employés très qualifiés. Un rapide calcul montre que le coût mensuel de ces emplois est de : 4361€ pour des emplois qui ne sont pas rémunérés au smic (quoique vu que les salaires de la fonction publiques sont gelés, bientôt la grille de rémunération des professeurs sera inférieure au SMIC...)

A tous les moins et comme nous avons déjà pu le monter dans notre article Hollande la guerre aux salaires et les cadeaux aux MEDEF en chiffres, le CICE aurait du traduire par la création d'au minimum un demi millions d'emplois ! Chacun sait ce qu'il en est !

Avec des dizaines de milliards d'euros, il serait parfaitement possible à un gouvernement de gauche – à condition de sortir de l'UE

et de l'Euro bien sûr – de lancer toute de suite un plan de réindustrialisation du pays pour embaucher des millions d'ouvriers. En nationalisant les raffineries, les hauts fourneaux et aciéries, toutes ces usines dont nous avons besoins pour produire en France les biens nécessaires aux travailleurs de ce pays. Ces usines qui sont aujourd'hui délocalisées au prix d'un désastre social et environnementale dramatique.

Bref, Hollande, l'UE, le MEDEF et leurs valets des médias prennent les travailleurs pour des idiots. Le gouvernement ne fait que mettre en application la politique décidée par l'Union Européenne, cette UE construite par et pour l'oligarchie capitaliste, qui est une politique de renforcement de l'exploitation des travailleurs. Par leur mise en concurrence, par la privatisation et la libération des entreprises et services publics. Par la guerre aux salaires menées par la BCE au nom de l'Euro fort

Le 25 mai prochain, montrons que cela suffit ! Montrons que les travailleurs ne sont pas dupes, Boycottons leur farce de l'élection d'un parlement croupions sans pouvoir autre que de rémunérer de pseudo parlementaire près de 10 000€ par mois, alors que l'UE a piétiné notre vote NON de 2005. Brisons les chaînes de l'Union européenne, pour sortir de l'UE, sortir de l'Euro par la voie progressiste et démocratique, celle de la souveraineté populaire permettant au travailleurs de prendre en main leur destin pour mettre en œuvre la politique de progrès social dont nous avons besoin.

Adhérez au Pôle de Renaissance Communiste en France !

- Pour abattre l'Europe du capital et ses politiques d'austérité,
- Pour une gauche populaire totalement indépendante du PS,
- Pour combattre l'UMP et le FN,
- Pour restaurer l'indépendance nationale et les conquêtes du CNR,
- Pour relancer la lutte révolutionnaire pour le Socialisme,
- Pour faire renaître un vrai parti communiste au service de la classe ouvrière,
-

Je rejoins le PRCF

Bulletin d'adhésion au Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code Postal : _____ Ville : _____
Tél. : _____ Courriel : _____
Signature : _____

À retourner à : **Jany Sanfelieu - 6 rue Bailly - 89700 Dannemoine - Tél. 03 86 55 52 35**

**L'UNION EUROPÉENNE DU CAPITAL
DÉTRUIT LA FRANCE ET SES ACQUIS SOCIAUX**



A NE COLLER QUE SUR LES SUPPORTS AUTORISÉS IPNS

**SORTONS DE L'U.E. ET DE L'EURO!
BOYCOTTONS
LES EUROPÉENNES**

POUR NOUS REJOINDRE:

- PRCF (Pôle de Renaissance Communiste en France)
8 rue du Clos Lapaume
92 220 Bagneux
- ou par courriel: prcf@orange.fr
ou sur notre site: www.prcf.fr



Circulaire envoyée aux députés ukrainiens

Mesdames, Messieurs les Députés
À l'Assemblée Nationale

Mesdames, Messieurs les Députés,

Une nouvelle fois nous sollicitons votre attention à propos de la situation explosive en Ukraine suite au coup d'état sanglant perpétré en février dernier et dont les néonazis-fascistes furent le fer de lance. Exploitant une émotion populaire légitime, les émeutiers de la place Maïdan à Kiev ont plongé le pays dans la guerre civile ; les communistes, les antifascistes, les russophones baptisés « hommes verts » sont traqués, lynchés, brûlés vifs comme à Odessa, et leur capture est mise à prix. À Lvov, le 27 avril, les néonazis de Svoboda ont publiquement rendu hommage à la division SS « Galicie » en exigeant l'interdiction de la commémoration de la victoire sur le nazisme le 9 mai prochain.

Les putschistes de Kiev, hommes de main des forces occidentales, poussent ouvertement à une chasse à l'homme (notamment dans les provinces de l'Ouest, dont nos médias ne disent mot) et à une guerre civile qui, comme dans l'Espagne d'avant-guerre, pourrait à tout instant déboucher sur une guerre continentale, voire mondiale.

En effet, la Russie, dont nos dirigeants semblent oublier qu'elle détient, comme le bloc occidental qui l'a précédée dans cette voie, l'arme nucléaire, a officiellement déclaré que l'élargissement de l'U.E., DONC DE L'O.T.A.N. au territoire ukrainien, constituerait un « casus belli ». Voilà où a conduit la politique belliciste d'encerclement et d'isolement de la Russie conduite depuis vingt ans, en prolongement ininterrompu de la guerre froide, par les U.S.A., l'U.E. et l'O.T.A.N. !

Ceux qui clamaient que l'U.E. c'était la « paix assurée » nous conduisent ainsi au seuil d'une troisième guerre mondiale.

Il est urgent pour l'humanité toute entière d'éteindre l'incendie pendant qu'il en est temps et la première des mesures à prendre est de destituer et d'arrêter la junte fasciste qui a pris le pouvoir à Kiev.

Il est temps également pour nos médias et pour ceux qui les inspirent de cesser de criminaliser les populations russophones de l'Est ; ces populations ne demandent officiellement rien d'autre qu'une décentralisation et qu'une

fédéralisation du pays sanctionnée par un référendum.

Dans notre projet de « motion de censure » daté du 26 mars nous avons posé la question-clé : qui est responsable du bain de sang du Maïdan le 19 février dernier ?

Nous avons immédiatement mis en cause les partis néo-nazis et leurs soutiens internationaux. Depuis, une confirmation éclatante vient d'être apportée avec la diffusion, le 25 avril dernier, par Agoravox d'une enquête qualifiée de dévastatrice conduite par le réseau de chaînes publiques régionales allemandes A.R.D., titrée : Les morts du Maïdan.

Notons des extraits repris par Agoravox, il est significatif que le paragraphe introductif de la relation de l'enquête soit ainsi rédigé :

« Le silence des médias sur cette enquête est impressionnant, alors que l'information est explosive. Une enquête internationale devrait être diligentée très rapidement pour éclaircir les faits. Et l'élection du 25 mai devrait être reportée dans l'attente des conclusions. »

Sur les temps forts de cette enquête il est écrit :

« Les conclusions sont accablantes : les tirs des snipers venaient des étages de l'hôtel Ukraina, tenu par les manifestants et les mêmes balles ont été extraites des corps des civils et des policiers. »

L'enquête ne démontre pas qui étaient précisément les snipers commente Agoravox mais elle indique qu'

« il est peu probable que les snipers aient pu entrer dans un hôtel tenu par les manifestants, occuper une partie d'un étage et tirer à de nombreuses reprises, sans être inquiétés ni contrôlés. Ce qui laisse penser qu'il s'agit de membres des insurgés.... La présomption du coup d'état se renforce donc. »

Dans la vidéo de l'enquête on constate que le procureur, membre du parti d'extrême droite Svoboda, chargé de l'enquête officielle, se dérobe aux questions du journaliste allemand sur les snipers de l'hôtel Ukraina. Le journaliste reçoit également des témoignages de participants du Maïdan, de parents de victimes et il fait le constat que

« la version des putschistes qui alimente les positions américaines et européennes s'effondre ».

La dernière partie de l'enquête journalistique est une condamnation sans appel :

« Le pouvoir en place à Kiev est dès lors suspect de meurtres en masse, et l'actuel premier ministre Yatseniouk, soutenu par l'OTAN et le département d'Etat américain, devrait être arrêté et entendu par une commission indépendante ».

Agoravox illustre l'enquête de la télévision allemande par trois montages photos représentant Catherine Ashton (représentante de l'U.E. pour les Affaires étrangères), Barak Obama et Arseni Yatseniouk avec en gros caractères : « recherché (e) pour suspicion de complicité de meurtres en masse ».

Aux antipodes de la prétendue « révolution populaire » qu'exaltent nos médias terriblement partiaux, nous sommes donc en droit de suspecter l'existence d'une provocation de même ampleur que celle qui, en 1933, permit à Hitler, en faisant incendier le Reichstag, d'éliminer toute opposition en Allemagne pour préparer la guerre à l'extérieur ou que les forgeries d'Etat qui permirent plus récemment de lancer les deux Guerres du Golfe avec leur cortège de « destructions massives ».

Nous nous adressons donc à nouveau aux députés parce que nous considérons comme anormal que l'Assemblée Nationale n'ait pas eu encore la possibilité, conformément à son rôle défini par les articles 49 et 50 de la Constitution, de débattre de la terrible situation qui, en Ukraine, risque à tout instant d'entraîner la France dans la guerre. Si vous partagez l'idée de ce débat nécessaire, alors vous trouverez les formes adéquates pour le susciter : motion de censure, questions orales, demande de commission d'enquête et autres : là où il y a une volonté politique, il y a toujours un chemin !

Le remaniement du gouvernement français n'ayant rien changé, bien au contraire, à son soutien indéfectible à la junte fasciste de Kiev, nous affirmons solennellement que l'honneur et l'autorité de la France sont outragés, que la sécurité fondamentale du peuple français peut à tout moment être terriblement compromise. Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius n'a cessé de soutenir le gouvernement des émeutiers de Kiev. Le 11 mars dernier il s'exclamait : « quand on accuse ce gouvernement d'être d'extrême droite, c'est faux ». À l'abri de

telles déclarations, le procureur fasciste de Svoboda peut dormir tranquille. Le ministre des Affaires étrangères français a pris une décision stupéfiante en autorisant M. le Drian, ministre de la Défense, à plastronner dans un avion de chasse français survolant les Etats de la Baltique et les pays de l'U.E. aux portes de l'Ukraine, toutes armes braquées sur la Russie. Faut-il rappeler à MM. Fabius et Le Drian que le parti fasciste Svoboda arborait jusqu'en 2008 l'emblème de la division SS Das Reich ? C'est ce même emblème qu'elle portait lorsqu'elle pendit, le 9 juin 1944, 99 tullistes et qu'elle massacra le lendemain les habitants d'Oradour-sur-Glane. Le 9 juin 1944 à Tulle l'officier SS Kowatsch, adjoint du sinistre Lammerding, se glorifiait d'avoir pendu 100 000 Ukrainiens à Kharkov et à Kiev. Faut-il leur rappeler les liens des dirigeants de Svoboda avec les dirigeants du Front National ? Ont-ils pensé à la joie que ces vols français ont dû procurer à tous ces laudateurs des nazis au pouvoir à Kiev et à leurs congénères des Pays baltes, qui discriminent les russophones, interdisent les partis communistes et cautionnent des défilés d'anciens Waffen-SS baltes supplétifs de la Wehrmacht ? On pense aussi aux 200 hitlériens qui se sont tranquillement réunis en avril dans la commune alsacienne d'Oltingue pour célébrer le 125ème anniversaire de la naissance d'Hitler, alors que tous les Alsaciens gardent en mémoire les horreurs commises par le Troisième Reich au camp voisin du Struthof.

Le soutien du gouvernement français aux criminels dirigeants nazis-fascistes de l'Ukraine constitue une insulte à toutes les victimes de la seconde guerre mondiale.

Durant les années terribles mais glorieuses de l'Occupation, de l'insurrection et de la Libération de la France jusqu'à la victoire totale, les résistants furent l'honneur de la France. Ils se souviennent, en ce 70^e anniversaire de la libération de notre pays que la puissante Armée Rouge écrasa à Stalingrad, à Kursk et en Ukraine l'armée hitlérienne, la SS et ses divisions Das Reich, Galicie constituée essentiellement d'Ukrainiens de Bandera alliés aux nazis, ainsi que la misérable L.V.F. de Pétain. Ils se souviennent de ces combats victorieux où prit part le glorieux régiment Normandie-Niemen symbole de la résistance commune des peuples soviétiques et français contre le nazisme.

Gloire éternelle à la Grande Guerre Patriotique victorieuse que le général de Gaulle salua en termes élogieux en juin 1966 à Moscou en reconnaissant « la part capitale que l'Union Soviétique prit à la victoire décisive ».

Mesdames et Messieurs les parlementaires, tout montre que nous sommes à un tournant de l'histoire. Cette lettre, quelle que soit la suite que chacun de vous décidera de lui réserver, prend date devant notre peuple. Que chacun assume ses responsabilités devant la paix et devant l'histoire. Pour notre

part, comme nous l'avons fait pendant la seconde Guerre mondiale, nous assumons à nouveau les nôtres.

Le 5 mai 2014

Pierre Pranchère
résistant F.T.P.F. à l'âge de 15 ans, membre au Parti communiste clandestin, le parti des fusillés. Député de Tulle, (1956-58 et 1973-1978) ville résistante et martyre, député honoraire au Parlement Européen, vice-président du P.R.C.F. et président de la commission des relations internationales du P.R.C.F.

Léon Landini, président du P.R.C.F., anc. officier des F.T.P.-M.O.I., Grand Mutilé de Guerre, Médaille de la Résistance, Officier de la Légion d'honneur, décoré par l'U.R.S.S. ;

Jean-Pierre Hemmen, vice-président du P.R.C.F., fils de Fusillé de la Résistance, réprimé pour avoir refusé de porter l'uniforme sous les ordres d'un ex-général de la Wehrmacht exerçant un commandement au sein de l'O.T.A.N. ;

Georges Gastaud, fils de Résistant gaulliste, secrétaire national du Pôle de Renaissance Communiste en France.

Antoine Manassis, fils de Résistant communiste grec, secrétaire aux relations internationales du P.R.C.F.

Élection Européenne - 25 mai 2014

**Le 25 mai dire NON à l'Union Européenne
Abstention citoyenne !**

**Sursaut citoyen contre l'Union Européenne du capital
Sortons de l'Euro et de l'Union Européenne par la porte de gauche**

Visitez notre site www.initiative-communiste.fr et participez à la campagne d'abstention citoyenne aux élections européenne de 2014



Le boutefeufu élyséen

par floréal

Il est douteux que M. Hollande puisse désormais se promener dans une rue de France sans se faire escorter par des cohortes de gorilles, tant ce « président normal » a tout trahi :

- trahi la gauche en rampant devant le M.E.D.E.F. et en ponctionnant de mille façons les travailleurs,
- trahi la Nation en acceptant la tutelle vétilleuse de Berlin sur notre budget,
- trahi la République indivisible en annonçant le découpage de la France en 10 euro-Länder,
- trahi la laïcité en envoyant le petit réac Valls à la cérémonie de canonisation organisée par le Vatican,
- trahi Jaurès et son combat pour la paix en poussant à la guerre et à l'ingérence

de la Syrie à l'Afrique en passant par l'Ukraine,

· trahi tous les peuples d'Europe en engageant des négociations secrètes sur le « Grand Marché transatlantique » qui donnera le coup de grâce au produire en France, à l' « exception culturelle » et à la langue française.

Heureusement pour sa bonne petite santé, « Moi-président » peut encore faire des promenades digestives en étant très applaudi.

Mais pas en France, pour peu que ce mot garde encore le moindre sens à ses yeux. En Allemagne, où il va prendre les dernières consignes d'Angela sur les contre-réformes exigées par « notre grand partenaire » pour briser les conquêtes du C.N.R..

Et maintenant, voilà le petit pyromane élyséen qui se balade en Géorgie et en

Arménie, à des milliers de kilomètres de notre pays appauvri et précarisé. Histoire d'y souffler sur les braises antirusses et d'encourager l'antisoviétisme à retardement dans les ex-Républiques soviétique du Caucase ; histoire aussi de poursuivre, pour le compte de l'O.T.A.N. et de Washington, l'encercllement de cette Russie dont de Gaulle rappelait à Moscou, en 1966, qu'elle avait joué le rôle principal dans notre libération !

A quand notre président « socialiste », grand pourfendeur permanent du FN, paradant place Maidan pour s'y faire ovationner par les provocateurs anticommunistes, russophobes, antisémites et grossièrement belliqueux – en un mot les NAZIS – qui ont renversé le pouvoir élu à Kiev pour le compte de l'Empire transatlantique en plein Drang nach Osten ?

Après tout, quand on a trahi une fois, c'est si simple de continuer...

Merci
à nos militants
pour leur implication
et leur travail

